

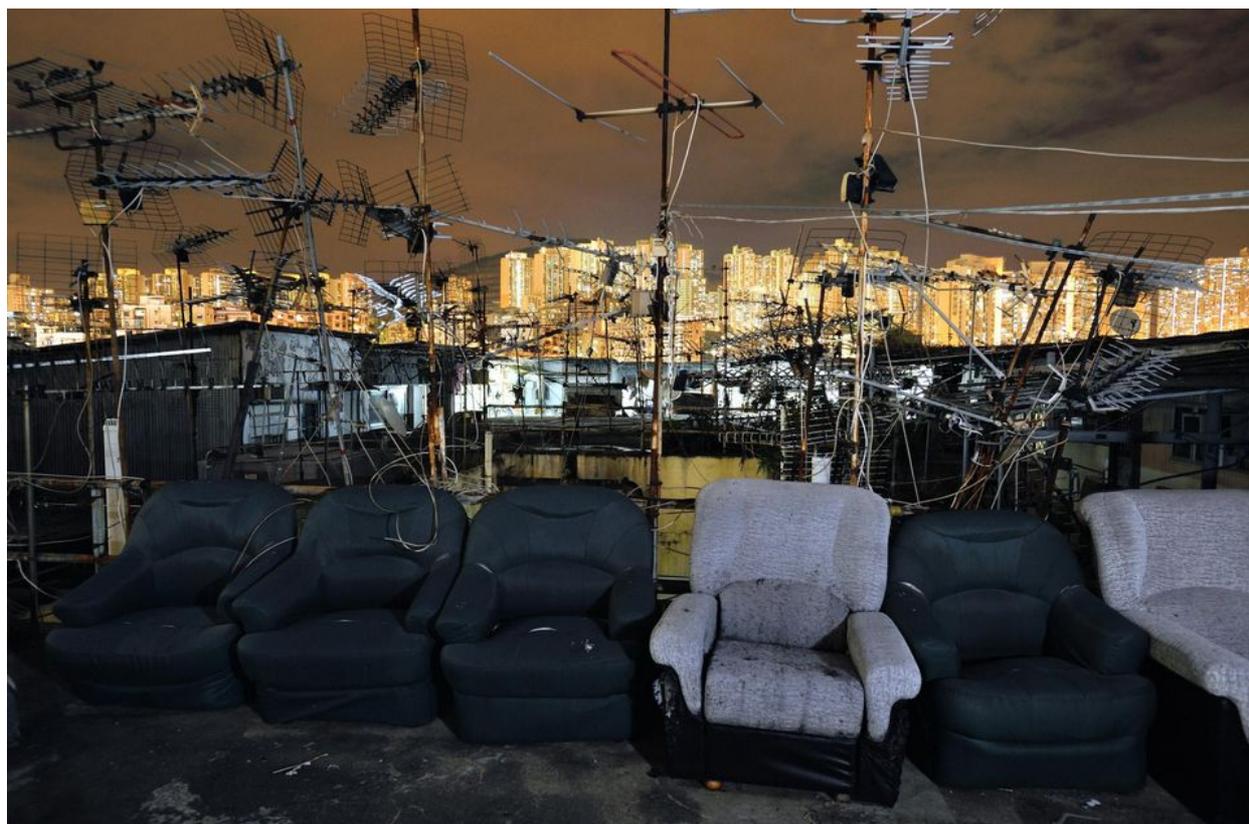
Branko Milanovic : «Ce qui nous manque, c'est un capitalisme relativement égalitaire»

liberation.fr/debats/2019/02/10/branko-milanovic-ce-qui-nous-manque-c-est-un-capitalisme-relativement-egalitaire_1708590

10 février 2019

Interview

Par Vittorio De Filippis — 10 février 2019 à 20:16 (mis à jour à 20:28)



Un bidonville installé sur le toit d'une usine, Hongkong. Photo Mark Leong. Redux. REA

Pour l'économiste, la lutte contre les inégalités mondiales entre Etats passe par une plus grande liberté de mouvement des travailleurs et une meilleure distribution des revenus. Il voit les gilets jaunes comme les laissés-pour-compte de la mondialisation.

Branko Milanovic : «Ce qui nous manque, c'est un capitalisme relativement égalitaire»

L'économiste américain Branko Milanovic est l'un des meilleurs spécialistes des inégalités à l'échelle mondiale. Longtemps, il a travaillé au sein de la Banque mondiale,

et sa recherche, qui a fait date, sur les effets de la mondialisation est enfin traduite en France. *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances* est publié ces jours-ci à La Découverte, avec une préface de Thomas Piketty, l'autre grand spécialiste des inégalités.

On parle souvent des inégalités avec d'un côté les riches et de l'autre les pauvres... En quoi est-ce bien plus complexe ?

Le sujet des inégalités est multidimensionnel. On a trop souvent tendance à réduire inégalité et égalité à un aspect binaire, comme si on devait être totalement égaux ou totalement inégaux. Cette question des inégalités doit être vue de façon graduelle, un peu comme un thermomètre qui indique une température. Il est difficile de comprendre comment se mesurent les inégalités sans faire un rapide détour par l'indice de Gini, qui est utilisé pour mesurer l'inégalité de répartition des revenus dans un pays donné, et cet indice varie dans une fourchette comprise entre 0 à 100. En clair, après calcul, si sa valeur est de 0, alors l'égalité de revenus est parfaite entre chaque citoyen d'un pays. Chacun empoche exactement la même somme du revenu national. Au contraire, à 100, le revenu du pays est encaissé par une seule personne, là l'inégalité est «parfaite». Bien sûr, ces deux cas n'existent pas dans la réalité. Mais chacun peut anticiper qu'entre ces deux extrémités, il y a un éventail de nuances dans la distribution des revenus et donc de la mesure des inégalités. L'indice de Gini nous montre que l'inégalité n'est pas une simple question à deux faces, mais que des pays sont plus ou moins égalitaires. L'indice de Gini de la Slovénie est d'environ 25, il est donc proche de 0 et montre une certaine égalité. Celui de la Suède de 23. Quand celui de l'Afrique du Sud pointe à 70, très inégalitaire puisque proche de 100. La France est à environ 30. Enfin, celui du monde est en légère baisse se situant aujourd'hui à 66, contre 70 en 2008.

En évoquant brièvement cet indice de Gini, on est quand même dans une approche binaire...

Le sujet est complexe. A priori, on pourrait penser qu'un pays qui tend vers l'égalité est un pays où tout va bien. Mais prenons l'exemple des anciens pays d'Europe de l'Est, comme la Hongrie, la Serbie, la Slovénie, la Slovaquie, l'Albanie, la République tchèque. La plupart sont en tête du classement des pays les moins inégalitaires du monde, selon la mesure de l'indice de Gini. En réalité, cela signifie simplement que l'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres y est relativement faible. Or, cette faiblesse est le fruit du modeste niveau économique de ces pays. Alors, à l'inverse, on peut imaginer qu'une plus grande inégalité de distribution des revenus, mais sur fond de forte croissance, pourrait être interprétée comme un signe relativement positif. On voit donc que l'égalité mesurée d'un point de vue purement statistique peut se révéler contraire à nos présupposés.

Mais vous constatez tout de même une baisse globale des inégalités mondiales tout en affirmant que nous faisons fausse route. Pourquoi ?

C'est vrai, mais c'est dû à la forte croissance en Asie et à l'émergence d'une classe moyenne, notamment en Chine et en Inde. Mais méfions-nous, car cette réduction générale des inégalités tranche avec le creusement des inégalités à l'intérieur de nombreux pays, y compris en Asie. Ceci étant, la baisse globale des inégalités a ceci de

très particulier : les riches sont toujours plus riches. 1 426 milliardaires, soit approximativement 0,000002 % de la population mondiale, concentrent environ 2 % des richesses mondiales. Leur poids en termes de richesse est un million de fois supérieur à leur poids réel dans la population. Entre 1987 et 2013, leur richesse a progressé deux fois plus vite que le PIB mondial.

Des ultra-riches que vous qualifiez de «ploutocrates mondiaux»...

Leur richesse provient d'héritages et de privatisations. Les instruments d'Etat les ont aidés à s'enrichir encore plus. Ce phénomène ne se constate pas uniquement en Chine, en Russie ou au Nigeria. Mais partout ailleurs, y compris en Europe. Prenons l'exemple de la Russie, lorsque les privatisations ont eu lieu, il suffisait quelquefois d'avoir la bonne connexion politique pour se retrouver à la tête d'une entreprise privatisée. Roman Abramovitch s'est ainsi retrouvé à la tête d'un conglomérat de nickel. Il est devenu milliardaire du jour au lendemain. A l'intérieur de ce groupe de ploutocrates, il y a ceux qui ont fait fortune pratiquement seuls, et d'autres, bien plus nombreux, qui ont profité de la vague de néolibéralisme depuis le début des années 80. Aujourd'hui, leur force de frappe financière est d'autant plus importante qu'ils détournent de l'argent en utilisant les paradis fiscaux.

Et ce sont ces mêmes riches, affirmez-vous, qui dictent les processus politiques dans leurs pays...

Les ploutocrates ont gangrené la politique. Ils financent les campagnes électorales, font du lobby, financent à prix d'or des think tanks pour qu'ils publient des articles qui leur conviennent. Regardez ce qui se passe avec Alexandria Ocasio-Cortez, la plus jeune élue démocrate du Congrès. Elle martèle qu'elle veut instaurer une taxe de 70 % sur les plus riches. Si vous êtes Goldman Sachs et que vous avez donné de l'argent à Hillary Clinton, pensez-vous que vous allez financer Ocasio-Cortez ? La réponse est non. On assiste à un déclin de la classe moyenne occidentale avec, en parallèle, la montée d'une élite mondiale largement détachée de son appartenance nationale. Ceci constitue une menace de la stabilité démocratique. Et nous sommes face à une dérive : celle d'une gouvernance par les riches. C'est évident sur la question de la globalisation financière ou encore de la fiscalité.

Vous remettez en cause le libéralisme économique...

Je constate simplement que la voie néolibérale adoptée dans les pays riches au début des années 80 se trouve dans une impasse. Les classes moyennes des pays riches n'ont pas vraiment profité de cette ouverture économique. Imaginez si, au début des années 80, les Reagan, Thatcher et autre Mitterrand avaient dit aux classes moyennes, «la mondialisation qu'on vous propose se traduira pour vous par une hausse des revenus de 1% par an entre 1980 et 2019», il est certain que les gens se seraient révoltés contre cette idée d'une libéralisation tous azimuts.

Qu'est-ce qui n'est pas un échec ?

C'est l'Asie qui a bénéficié des politiques néolibérales et de la mondialisation. Et ça, personne ne l'avait prévu. Ceci dit, je sais qu'on est souvent tenté de mettre en parallèle deux évolutions qui sont avancées dans mes travaux : l'émergence de la classe moyenne en Asie et le déclin relatif de la classe moyenne des pays riches. Pour

autant, rien ne prouve que nous sommes dans une situation de vases communicants. Mais c'est vrai que se pose la question du basculement de «l'ancien monde» des pays riches vers le monde des pays émergents asiatiques.

Pourquoi estimez-vous qu'il est important de se pencher sur les inégalités entre pays plutôt que sur les inégalités à l'intérieur des pays ?

Parce que les inégalités entre pays demeurent plus fortes que les inégalités à l'intérieur des pays. De plus, cette comparaison des revenus à l'échelle mondiale entre pays est nécessaire car les revenus des habitants de chaque pays sont affectés par des transformations économiques résultant de la mondialisation. Les inégalités entre pays sont très importantes car ce sont elles qui déterminent les mouvements migratoires. Ce point est crucial, car il met en évidence la façon dont peuvent se déplacer les deux facteurs de production que sont le travail et le capital. Ce dernier migre en toute liberté à travers le monde alors que le capital humain n'a pas une totale liberté de mouvement. On ne peut pas concevoir la mondialisation avec un seul facteur, celui de l'argent, qui peut se déplacer au gré de ses intérêts, et l'autre facteur, le travail humain, qui est contraint par une faible mobilité.

Cette asymétrie de mouvement participe-t-elle au développement des inégalités ?

C'est évident... Si on permettait une plus grande liberté des mouvements migratoires, on réduirait les inégalités globales au niveau mondial. On peut affirmer, comme certains osent le faire, qu'on va s'opposer à la mondialisation. Ces gens-là sont de dangereux charlatans. Alors, si notre horizon est celui de la mondialisation, il faut changer de cap et prendre à bras-le-corps cette question de liberté de mouvement du capital humain. De sorte que les deux facteurs de production, le capital et le travail, puissent se déplacer avec le même degré de liberté.

Ouvrir davantage les frontières permettrait de réduire les inégalités ?

La meilleure solution serait que nous ayons une liberté totale de circulation, car cela permettrait un rattrapage rapide des inégalités géographiques. Mais ce monde ne correspond pas au monde dans lequel nous vivons : ce sujet pousse de plus en plus des démocraties vers des discours ou des gouvernements nationalistes.

Que préconisez-vous ?

Je crois que les pays riches doivent accepter une immigration qui correspond vraiment à leur besoin. Je crois que chaque pays a en réalité un degré d'acceptabilité de cette immigration qui lui est propre et qui correspond à sa situation économique et sociale à un moment donné.

Vous êtes pour une immigration choisie qui permettrait de réduire les inégalités...

Non. Je crois plutôt que la solution consisterait à permettre des flux plus importants de personnes, tout en proposant aux migrants des droits différents de ceux des citoyens du pays d'accueil, mais avec un vrai travail, la possibilité de rejoindre leur pays après un temps déterminé. C'est une piste qui permettrait de combattre la montée des

nationalismes, dont on ne mesure pas le danger. Il y aurait ainsi deux ou trois niveaux de citoyenneté, pendant un temps déterminé. Entendons-nous bien. Je suis humaniste, de gauche, mais je suis dans la réalité : je vois se refermer les frontières et je vois monter les nationalismes. Une telle proposition mérite sans doute de faire débat, car cela suppose de définir quel serait le bon «niveau de citoyenneté» de ces migrants qu'on accepterait en plus grand nombre mais sous condition. Je ne justifie pas le traitement des ouvriers immigrés dans les pays du Golfe, mais malgré la dureté de la vie de ces migrants, ces pays ne cessent d'attirer des populations du sous-continent asiatique. Et le fait qu'ils continuent à migrer vers les pays du Golfe indique qu'ils trouvent que leur situation, y compris le salaire, y est préférable. En retournant dans leur pays d'origine, avec une formation, avec de l'argent, ces travailleurs contribuent à réduire les inégalités mondiales.

**Mais votre solution est déjà largement appliquée.
Dans beaucoup de pays, les migrants n'ont pas tout à fait
les mêmes droits que les résidents ?**

C'est justement pour cette raison qu'il faut s'attacher à tenter de mesurer les degrés d'acceptabilité des pays d'accueil et ce en fonction d'un besoin précis. C'est évident que la Norvège a un niveau d'acceptabilité de l'immigration bien supérieur à la plupart des pays développés. Nous n'avons pas d'autres choix, du moins pour l'instant, que de tenir compte des niveaux de résistance de chaque pays pour ce qui est de l'immigration. Il faut trouver des règles mondiales. Il faut des règles flexibles. Hélas, on ne peut pas être utopiques et penser qu'il suffit de faire tomber les frontières pour que s'atténuent les inégalités mondiales.

En quoi cela réduirait les inégalités entre pays ?

En incitant les migrants au retour, ils participeraient au rééquilibrage des égalités entre pays. Le risque, aujourd'hui, c'est que les frontières se ferment. C'est pour cette raison que j'adopte une position intermédiaire. Mais je sais qu'un tel système peut entraîner une fuite des cerveaux. Et c'est un risque qu'il faut intégrer au niveau international.

Comment analysez-vous le mouvement des gilets jaunes ?

Leur malaise est très cohérent. Il correspond avec le bas de la courbe de la trompe de l'éléphant qui montre que les classes moyennes des pays les plus riches n'ont pas profité de la mondialisation en termes de revenus. Les gilets jaunes sont les laissés-pour-compte de la mondialisation. Avec en plus une élite branchée, urbaine, qui ne cesse de les toiser les rares fois où elle s'adresse à eux. Non seulement ils ont l'impression, à raison, d'échouer, mais de plus ils se sentent délaissés.

**Comment inverser cette tendance et faire en sorte que la distribution
des revenus ne ressemble plus à cet éléphant qui illustre la couverture
de votre ouvrage ?**

Je pense qu'il ne faut pas se concentrer uniquement sur la distribution du revenu actuelle. Il faut mettre le paquet sur un rééquilibrage entre capital humain (éducation, santé...) et capital financier avec lequel on entre dans le marché. Et ceci pour chaque individu. Théoriquement, si nous parvenions à aboutir à une situation où presque tout le monde aurait le même capital humain et une somme d'argent comparable, et ce au

niveau de chaque pays, alors nous pourrions quasiment nous passer de redistribution. C'est parce qu'il existe une forte inégalité de distribution entre capital humain et capital financier que la redistribution par l'impôt est inévitable. Mais plus on équilibre ces deux variables, moins on a besoin d'organiser une redistribution par l'impôt. Ce qui nous manque maintenant, au moment où gauche et droite ne veulent plus dire grand-chose, c'est un capitalisme relativement égalitaire. Un capitalisme qui cherche cet équilibre en termes de dotation entre capital humain et capital financier. Au moment où l'on assiste à un véritable retour des héritiers, il nous faut commencer par mettre en œuvre des taxes sur leurs héritages.

Quelles sont les forces qui vont déterminer les inégalités mondiales au XXI^e siècle ?

L'ascension de l'Asie va sans doute se poursuivre. Mais viendra le moment où l'Asie va «rebalancer» la distribution des activités économiques vers d'autres pays, d'autres continents. On pense bien sûr à l'Afrique...

Vittorio De Filippis

Interview



Gilles Le Gendre : «Le groupe LREM a besoin d'un nouvel équilibre avec l'exécutif»

Le président des députés marcheurs revient sur le malaise autour de la loi anti-casseurs et explique les divergences qui traversent la majorité. Il évoque aussi l'affaire Benalla et le grand débat.